

## Début au Burundi de la campagne "mardi vert" pour la libération d'un journaliste

PANA, 28 janvier 2015 Les défenseurs des libertés d'expression ont organisé un "mardi vert" pour un responsable d'une radio privée en prison au Burundi. Bujumbura, Burundi - Des représentants des organisations des professionnels des médias, ceux de la Société civile et des sympathisants ont manifesté, mardi, leur solidarité en arborant, dans la rue ou au travail des tenues et autres insignes en vert, la couleur des habits des détenus que porte depuis six jours, le directeur de la Radio publique africaine (Rpa), Bob Rugurika, à la maison d'arrêt de Muramvya, dans le centre du Burundi, sous le principal chef d'accusation de "complicité d'assassinat" de trois sœurs religieuses d'origine italienne pour des faits qui remontent à septembre 2014 à Kamenge, un quartier populaire du Nord de la capitale burundaise.

Aux yeux de la justice burundaise, M. Rugurika est rendu "coupable d'assassinat" en publiant une série de témoignages sur un personnage qui se faisait passer pour un des exécutants des trois sœurs italiennes. Le fait pour Bob Rugurika de n'avoir pas renseigné la justice sur l'existence de ce personnage lui a encore valu le chef d'accusation de "manquement à la solidarité publique". De nouvelles révélations de la Rpa indiquent que les sœurs italiennes étaient "tout au moins gênantes" dans des affaires louches liées au trafic de pierres précieuses et de médicaments qui se faisait entre certains milieux religieux d'expatriés et de hauts gradés de la Police et des services spéciaux du renseignement. "Mardi" est le jour où le patron de la troisième radio d'investigation a été arrêté puis écroué, dans un premier temps, à la prison centrale de Bujumbura. "Mardi vert" et d'autres initiatives à venir, sont appelées à durer le temps que le directeur de la Radio publique africaine restera en détention, selon les initiateurs. Un "vendredi vert" avait été organisé également d'habitude ainsi que des klaxons de midi pour faire pression en vue de la libération du doyen des défenseurs des droits humains, Pierre Claver Mbonimpa. Le sexagénaire a été libéré sous condition de ne pas quitter le territoire national au bout de cinq mois de détention à la prison centrale de Bujumbura sous le chef d'accusation d'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, pour avoir dénoncé publiquement une présence supposée de jeunes du parti au pouvoir en République démocratique du Congo pour des entraînements paramilitaires à des fins qui restent aujourd'hui encore inconnues. Le climat socio-politique national reste tendu de manière générale au Burundi à quelques semaines de nouvelles élections générales.